

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204417]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue de transposer partiellement les directives (UE) 2023/959 et 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement :

1° la directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union;

2° la directive (UE) 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en oeuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial.

Art. 2. L'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, est remplacé par ce qui suit : " Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux activités déterminées par le Gouvernement, ainsi qu'aux gaz à effet de serre énumérés à l'annexe 1^{ère} et transpose partiellement la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, ci-après dénommée la Directive 2003/87/CE. "

Art. 3. A l'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4°, abrogé par le décret du 23 janvier 2020, est rétabli dans la rédaction suivante :

" 4° les émissions : le rejet de gaz à effet de serre, à partir de sources situées dans une installation, ou le rejet, à partir d'un aéronef effectuant une activité aérienne déterminée par le Gouvernement; "

b) le 25° est abrogé;

c) l'article est complété par les 26° et 27° rédigés comme suit :

" 26° les effets hors CO₂ de l'aviation : les effets sur le climat du rejet, lors de la combustion de carburant, d'oxydes d'azote, de particules de suie et d'espèces de soufre oxydées, ainsi que les effets de la vapeur d'eau et des traînées de condensation, provenant d'un aéronef effectuant une activité aérienne déterminée par le Gouvernement;

27° CORSIA : le système de compensation et de réduction du carbone pour l'aviation internationale telle que décidé par l'Organisation de l'aviation civile internationale. "

Art. 4. A l'article 3 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit : " Pour la période débutant le 1^{er} janvier 2026, le Gouvernement présente la liste le 30 septembre 2024 au plus tard. "

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit : " Art. 3/1. La quantité de quotas alloués à titre gratuit est réduite de vingt pour cent pour l'installation :

1° concernée par l'obligation d'effectuer un audit énergétique ou de mettre en oeuvre un système de management de l'énergie certifié en vertu des articles 11 et suivants du décret du 9 décembre 1993 et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016, et;

2° dans laquelle les recommandations du rapport d'audit ou du système de management de l'énergie certifié ne sont pas mises en oeuvre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la quantité de quotas alloués à titre gratuit n'est pas réduite si :

1° l'exploitant démontre qu'il a mis en oeuvre d'autres mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles qui sont recommandées dans le rapport d'audit ou dans le système de management de l'énergie certifié pour l'installation concernée ou;

2° le délai d'amortissement des investissements correspondants dépasse trois ans ou;

3° le coût des investissements correspondants est disproportionné.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par " décret du 9 décembre 1993 ", le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables et par " arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 ", l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE et, le cas échéant, en complément de ces actes, fixer les modalités d'application du présent article. "

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un article 3/2 rédigé comme suit : " Art. 3/2. La quantité de quotas alloués à titre gratuit est réduite de vingt pour cent pour les installations :

1° dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont supérieurs au quatre-vingtième percentile des niveaux d'émission pour les référentiels de produits concernés et;

2° pour lesquelles, au 1^{er} mai 2024, les exploitants n'ont pas établi de plan de neutralité climatique.

Le plan de neutralité climatique est compatible avec l'objectif de neutralité climatique énoncé à l'article 2, § 1^{er}, du Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les Règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 et définit :

1° des mesures et des investissements qui visent à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 au niveau de l'installation, à l'exclusion de l'utilisation de crédits de compensation carbone;

2° des valeurs cibles et des jalons intermédiaires qui permettent de mesurer, avant le 31 décembre 2025 au plus tard puis au 31 décembre de chaque cinquième année, les progrès accomplis en vue de parvenir à la neutralité climatique conformément au 1°;

3° une estimation de l'incidence de chacune des mesures et des investissements visés au 1° en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La réalisation des valeurs cibles et des jalons visés à l'alinéa 2, 2°, est vérifiée pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2025 puis pour chaque période allant jusqu'au 31 décembre de chaque cinquième année, conformément aux procédures de vérification et d'accréditation prévues dans le règlement visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2.

Aucun quota n'est alloué à titre gratuit au-delà de quatre-vingts pour cent si la réalisation des valeurs cibles et des jalons intermédiaires n'a pas été vérifiée pour la période allant jusqu'à la fin de 2025 ou pour la période allant de 2026 à 2030.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE et le cas échéant en complément de ces actes, fixer les modalités d'application du présent article. ”.

Art. 7. Dans le même décret, il est inséré un article 3/3 rédigé comme suit : ” Art. 3/3. Une allocation de quotas à titre gratuit n'est pas accordée aux installations de certains secteurs ou sous-secteurs dès lors qu'elles sont visées par d'autres mesures destinées à lutter contre le risque de fuite de carbone établies par le Règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ci-après dénommé le règlement (UE) 2023/956.

Sous réserve de l'application du Règlement (UE) 2023/956, il n'y a pas de quota délivré à titre gratuit pour la fabrication des marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956.

Par dérogation à l'alinéa 2, pendant les premières années d'application du Règlement (UE) 2023/956, la fabrication des marchandises visées à l'annexe I dudit Règlement bénéficie d'une allocation de quotas à titre gratuit en quantités réduites. Un facteur de réduction de l'allocation de quotas à titre gratuit pour la fabrication de ces marchandises est appliqué et est dénommé le facteur MACF. Le facteur MACF est égal à cent pour cent pour la période comprise entre l'entrée en vigueur de ce Règlement et la fin de 2025 et, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 36, § 3, b), de ce Règlement, est égal à 97,5 pour cent en 2026, 95 pour cent en 2027, 90 pour cent en 2028, 77,5 pour cent en 2029, 51,5 pour cent en 2030, 39 pour cent en 2031, 26,5 pour cent en 2032 et 14 pour cent en 2033. À partir de 2034, le facteur MACF ne s'applique pas. ”.

Art. 8. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 23 janvier 2020, les mots ” sauf si l'exploitant lui apporte, pour cette installation, la preuve de la reprise de la production dans un délai précis et raisonnable. ” sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 6, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 23 janvier 2020, le mot ” restitué ” est remplacé par le mot ” rendu ”.

Art. 10. A l'article 10/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010, et modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot ” avril ” est remplacé par le mot ” septembre ”;

b) le mot ” écoulée ” est remplacé par le mot ” précédente ”;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

” Une obligation de restituer des quotas ne doit pas se produire en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre qui sont réputés avoir été captés et utilisés de telle manière qu'ils sont devenus chimiquement liés, de manière permanente, à un produit, de sorte qu'ils ne peuvent pas pénétrer dans l'atmosphère dans des conditions normales d'utilisation, y compris toute activité normale qui a lieu après la fin de vie du produit. ”.

Art. 11. Dans l'article 12 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot ” avril ” est remplacé par le mot ” septembre ”;

2° dans le paragraphe 3, le mot ” mai ” est remplacé par le mot ” octobre ”.

Art. 12. Dans l'article 12bis du même décret, rétabli par le décret du 24 octobre 2013 et modifié par le décret du 23 janvier 2020, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- le mot ” restitué ” est remplacé par le mot ” rendu ”;

- le mot ” restitué ” est remplacé par le mot ” rendu ”;

b) à l'alinéa 2, le mot ” restitués ” est remplacé par le mot ” rendus ”;

2° dans le paragraphe 2, le mot ” restituer ” est remplacé par le mot ” rendre ”.

Art. 13. L'article 12/2 du même décret, inséré par le décret du 24 octobre 2013 et modifié par le décret du 23 janvier 2020, est remplacé par ce qui suit : ” Art. 12/2. § 1^{er}. Chaque exploitant d'aéronef soumet, pour approbation, à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat un plan de surveillance des émissions produites par l'aéronef qu'il exploite. Il surveille et déclare à l'Agence, après la fin de l'année concernée, les émissions produites au cours de chaque année civile, conformément aux actes d'exécution adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE.

L'exploitant d'aéronef envoie sa déclaration vérifiée par un vérificateur accrédité conformément au Règlement ” vérification ” adopté par la Commission européenne, pour la date fixée par le Gouvernement.

En cas d'absence de transmission d'une déclaration reconnue satisfaisante par le vérificateur pour le 31 mars, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat notifie immédiatement à l'exploitant, au Gouvernement et à la personne responsable de la tenue du registre des quotas, l'interdiction pour l'exploitant d'aéronef de céder des quotas, et ce, aussi longtemps qu'une déclaration de la part de l'exploitant d'aéronef n'a pas été vérifiée comme étant satisfaisante.

§ 2. À partir du 1^{er} janvier 2025, chaque exploitant d'aéronef surveille et déclare à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, les effets hors CO₂ de chaque aéronef qu'il exploite, au cours de chaque année civile, après la fin de chaque année concernée, conformément aux actes d'exécution adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE.

§ 3. Dans des circonstances spécifiques où un exploitant d'aéronef opère sur un nombre très limité de paires d'aérodromes ou sur un nombre très limité de paires d'États qui sont soumis à des exigences de compensation ou sur un nombre très limité de paires d'États qui ne sont pas soumis à des exigences de compensation, cet exploitant d'aéronef peut demander à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat que les données qui seront publiées par la Commission européenne en vertu de l'article 14, § 6, de la directive 2003/87/CE, ne soient pas publiées au niveau de l'exploitant d'aéronef, en expliquant pourquoi la divulgation serait considérée comme préjudiciable à ses intérêts commerciaux.

Sur la base de cette demande, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat peut demander à la Commission européenne que ces données soient publiées à un niveau d'agrégation plus élevé. La Commission européenne statue sur la demande.

§ 4. Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE, fixer les modalités d'application du présent article en ce qui concerne les règles relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions d'aéronef et des effets hors CO₂ de l'aviation. "

Art. 14. L'article 12/2/1 du même décret, inséré par le décret du 20 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit : " Art. 12/2/1. Le Gouvernement alloue des quotas à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs. Les quotas sont alloués proportionnellement à la part d'émissions vérifiées résultant des activités aériennes déclarées pour 2023. Ce calcul tient également compte des émissions vérifiées résultant des activités aériennes déclarées pour les vols qui sont couverts par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne uniquement à partir du 1^{er} janvier 2024.

Le Gouvernement délivre les quotas qui sont alloués à titre gratuit pour 2024 et 2025, au plus tard le 30 juin de l'année concernée. "

Art. 15. L'article 12/2/2 du même décret, inséré par le décret du 20 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit : " Art. 12/2/2. Le Gouvernement alloue des quotas, issus de la réserve prévue à l'article 3^{quater}, § 6, de la directive 2003/87/CE, pour couvrir tout ou partie de l'écart de prix entre l'utilisation du kérosène fossile et l'utilisation des carburants d'aviation admissibles, en tenant compte des incitations résultant du prix du carbone et des niveaux minimaux harmonisés de taxation des combustibles fossiles.

Les exploitants d'aéronefs commerciaux peuvent demander, sur une base annuelle, une allocation de quotas sur la base de la quantité de chaque carburant d'aviation admissible utilisé sur des vols subsoniques pour lesquels des quotas doivent être restitués conformément à l'article 12/2/3, § 1^{er}, entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2030, à l'exclusion des vols pour lesquels cette exigence est considérée comme satisfaite en vertu de l'article 12/5, § 1^{er}.

Si, pour une année donnée, la demande de quotas pour l'utilisation de ces carburants est supérieure aux quotas disponibles, la quantité de quotas est réduite de manière uniforme pour tous les exploitants d'aéronefs concernés par l'allocation pour ladite année.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la directive 2003/87/CE, fixer les modalités d'application du présent article. "

Art. 16. L'article 12/2/3 du même décret, inséré par le décret du 20 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit : " Art. 12/2/3. § 1^{er}. Tout exploitant d'aéronef restitue, le 30 septembre de chaque année au plus tard, un nombre de quotas correspondant à ses émissions totales au cours de l'année civile précédente, telles qu'elles ont été vérifiées par un vérificateur accrédité conformément au Règlement " vérification " adopté par la Commission européenne.

§ 2. Pour l'application du CORSIA, le Gouvernement calcule chaque année, conformément à l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne en vertu de l'article 25^{bis}, § 3, de la directive 2003/87/CE, les exigences de compensation pour l'année civile précédente. Il informe les exploitants d'aéronefs de ces exigences au plus tard le 30 novembre de chaque année.

Le Gouvernement calcule également, conformément à l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne, les exigences de compensation totales finales pour une période de conformité du CORSIA donnée. Il informe de ces exigences les exploitants d'aéronefs qui remplissent les conditions qu'il détermine, au plus tard le 30 novembre de l'année suivant la dernière année de la période de conformité du CORSIA concernée.

§ 3. Les exploitants d'aéronefs qui sont titulaires d'un certificat de transporteur aérien délivré par la Belgique ou qui sont enregistrés en Belgique, annulent les unités visées à l'article 11^{bis} de la directive 2003/87/CE uniquement pour ce qui est de la quantité notifiée conformément au paragraphe 2, pour la période de conformité du CORSIA concernée.

L'annulation a lieu au plus tard le 31 janvier 2025 pour les émissions de la période de 2021 à 2023 et au plus tard le 31 janvier 2028 pour les émissions de la période de 2024 à 2026.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas pour les émissions :

1^o rejetées jusqu'au 31 décembre 2026 et résultant de vols à destination ou en provenance d'États qui sont énumérés dans l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne en vertu de l'article 25^{bis}, § 3, de la directive 2003/87/CE;

2^o rejetées jusqu'au 31 décembre 2026 et résultant de vols reliant l'Espace économique européen et des États qui ne sont pas énumérés dans l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne en vertu de l'article 25^{bis}, § 3, de la directive 2003/87/CE, autres que les vols à destination de la Suisse et du Royaume-Uni;

3° des vols à destination et en provenance des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, tels qu'ils sont définis par les Nations Unies, autres que ceux qui sont énumérés dans l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne en vertu de l'article 25bis, § 3, de la directive 2003/87/CE et autres que les États dont le produit intérieur brut par habitant est supérieur ou égal à la moyenne de l'Union européenne. ”.

Art. 17. Dans l'article 12/2/4 du même décret, inséré par le décret du 20 octobre 2016, les mots " L'article 11 est applicable " sont remplacés par les mots " L'article 10/1, alinéas 4 et 5, et l'article 11 sont applicables ”.

Art. 18. Dans l'article 12/3 du même décret, inséré par le décret du 24 octobre 2013 et modifié par le décret du 20 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er} les mots " à l'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 2 septembre 2013 " sont remplacés par les mots " par le Gouvernement ”;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" L'article 12 est applicable à tout exploitant d'aéronef qui, au plus tard le 30 septembre de chaque année, ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l'année précédente. ”;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 19. Dans le même décret, à la place de l'article 12/4, annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, il est inséré un article 12/4 rédigé comme suit : " Art. 12/4. Par dérogation aux articles 12/2, § 1^{er}, 12/2/3, § 1^{er}, et 12/3, alinéa 2, les exigences énoncées dans lesdites dispositions sont satisfaites et aucune mesure n'est prise vis-à-vis des exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les émissions rejetées jusqu'au 31 décembre 2030 résultant de vols entre un aéroport situé dans une région ultrapériphérique d'un État membre et un aéroport situé dans le même État membre, y compris un autre aéroport situé dans la même région ultrapériphérique ou dans une autre région ultrapériphérique du même État membre. ”.

Art. 20. Dans le même décret, à la place de l'article 12/5, annulé par l'arrêt n° 76/2012 de la Cour constitutionnelle, il est inséré un article 12/5 rédigé comme suit : " Art. 12/5. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 12/2, § 1^{er}, 12/2/3, § 1^{er}, et 12/3, alinéa 2, les exigences énoncées dans lesdites dispositions sont considérées comme satisfaites et aucune mesure n'est prise à l'encontre des exploitants d'aéronefs en ce qui concerne :

1° toutes les émissions de vols à destination et en provenance d'aéroports situés dans des États en dehors de l'Espace économique européen, à l'exception des vols à destination d'aéroports situés au Royaume-Uni ou en Suisse, pour chaque année civile du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026, sous réserve du réexamen visé à l'article 28ter de la directive 2003/87/CE;

2° toutes les émissions de vols reliant un aéroport situé dans une région ultrapériphérique au sens de l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et un aéroport situé dans une autre région de l'Espace économique européen, pour chaque année civile du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2023, sous réserve du réexamen visé à l'article 28ter de la directive 2003/87/CE.

Aux fins de l'article 11bis de la directive 2003/87/CE et des articles 12/2/3, § 1^{er}, et 12/2, § 1^{er}, les émissions vérifiées résultant de vols autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er} sont considérées comme les émissions vérifiées de l'exploitant d'aéronef.

§ 2. Par dérogation à l'article 12/2, § 1^{er}, les exploitants d'aéronefs ne présentent pas des plans de surveillance comportant des mesures de surveillance et de déclaration des émissions pour les vols faisant l'objet des dérogations prévues au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Par dérogation aux articles 12/2, § 1^{er}, 12/2/3, § 1^{er}, et 18bis de la directive 2003/87/CE, lorsque les émissions annuelles totales d'un exploitant d'aéronef sont inférieures à vingt-cinq mille tonnes de CO₂, ou lorsque les émissions annuelles totales d'un exploitant d'aéronef résultant de vols autres que ceux visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, sont inférieures à trois mille tonnes de CO₂. Ses émissions sont considérées comme des émissions vérifiées si elles sont déterminées à l'aide de l'instrument pour petits émetteurs approuvé au titre du Règlement (UE) n° 606/2010 et sur lequel Eurocontrol enregistre des données provenant de son dispositif d'aide pour le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Le Gouvernement peut appliquer des procédures simplifiées pour les exploitants d'aéronefs non commerciaux, dès lors que la précision assurée par ces procédures n'est pas inférieure à celle assurée par l'instrument pour petits émetteurs.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par Règlement (UE) n° 606/2010, le Règlement (UE) n° 606/2010 de la Commission du 9 juillet 2010 portant approbation d'un instrument simplifié mis au point par l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol) afin d'estimer la consommation de carburant de certains exploitants d'aéronefs qui sont de petits émetteurs.

§ 4. Le paragraphe 1^{er} s'applique aux pays avec lesquels un accord tel que visé à l'article 25 ou à l'article 25bis de la directive 2003/87/CE a été conclu, selon les modalités de cet accord uniquement. ”.

Art. 21. A l'article 13 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Les recettes du fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

1° la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux conséquences du changement climatique et le financement d'activités de recherche et de développement ainsi que de projets de démonstration en vue de la réduction des émissions et de l'adaptation au changement climatique, y compris la participation à des initiatives s'inscrivant dans le cadre du plan stratégique européen pour les technologies énergétiques et des plates-formes technologiques européennes;

2° le développement des énergies renouvelables et des réseaux de distribution d'électricité dans le but de respecter les objectifs à l'égard des énergies renouvelables et d'interconnectivité, ainsi que développement d'autres technologies qui contribuent à la transition vers une économie sobre en carbone sûre et durable et contribution à l'objectif d'augmenter l'efficacité énergétique, y compris la production d'électricité provenant d'autoconsommateurs d'énergies renouvelables et de communautés d'énergie renouvelable;

3° les mesures destinées à éviter le déboisement, à soutenir la protection, la restauration et la gestion des tourbières, forêts et autres écosystèmes, ainsi qu'à accroître le boisement et le reboisement dans le respect de la biodiversité, y compris dans les pays en développement ayant ratifié l'accord de Paris, et mesures visant à améliorer le transfert de technologies et la facilitation de l'adaptation aux effets néfastes du changement climatique dans ces pays;

4° le piégeage par la sylviculture et les sols;

5° le captage et le stockage géologique, dans des conditions de sécurité pour l'environnement, du CO₂, en particulier en provenance d'une gamme de secteurs et de sous-secteurs industriels, y compris dans les pays tiers, et méthodes technologiques innovantes d'élimination du carbone, telles que le captage direct du carbone dans l'air et son stockage;

6° l'investissement dans des formes de transport qui contribuent de manière significative à la décarbonation du secteur et dans l'accélération de la transition vers ces formes de transport, y compris le développement de services et de technologies de transport de passagers et de marchandises et de bus respectueux du climat, mesures visant à décarboner le transport par voie d'eau, notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique des navires et des ports, les technologies et les infrastructures innovantes, les combustibles de substitution durables, tels que l'hydrogène et l'ammoniac produits à partir de sources renouvelables, ainsi que les technologies de propulsion à émissions nulles, et financement de mesures visant à soutenir la décarbonation des aéroports conformément à un règlement du Parlement européen et du Conseil sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, et abrogeant la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil, et à un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'instauration d'une égalité de conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable;

7° le financement des activités de recherche et de développement en matière d'efficacité énergétique et de technologies propres dans les secteurs couverts par le présent décret;

8° les mesures destinées à améliorer l'efficacité énergétique, les systèmes de chauffage urbain et l'isolation, à soutenir l'efficacité et le caractère renouvelable des systèmes de chauffage et de refroidissement, ou à soutenir les rénovations lourdes et les rénovations lourdes par étapes de bâtiments, en commençant par la rénovation des bâtiments les moins performants;

9° l'octroi d'un soutien financier afin de prendre en considération les aspects sociaux en ce qui concerne les ménages à revenus faibles et moyens, y compris en limitant les taxes génératrices de distorsions, et réduction ciblée des droits et des charges pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables;

10° le financement des programmes de dividendes climatiques ayant un effet positif avéré sur l'environnement;

11° la couverture des frais administratifs liés à la gestion du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

12° le financement des actions climatiques et d'adaptation aux conséquences du changement climatique dans les pays tiers vulnérables;

13° la promotion de l'acquisition de compétences et de la réaffectation de la main-d'oeuvre afin de contribuer à une transition juste vers une économie neutre pour le climat, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, et investissement dans la requalification et le perfectionnement des travailleurs potentiellement touchés par la transition;

14° les mesures visant à écarter tout risque résiduel de fuite de carbone dans les secteurs couverts par l'annexe I du Règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, à soutenir la transition et à promouvoir leur décarbonation dans le respect des règles en matière d'aides d'État;

15° les mesures financières en faveur des secteurs ou sous-secteurs couverts par le présent décret et qui sont exposés à un risque réel de fuite de carbone en raison des coûts indirects significatifs qu'ils supportent effectivement du fait de la répercussion des coûts des émissions de gaz à effet de serre sur les prix de l'électricité, dans le respect des règles relatives aux aides d'État.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les mesures peuvent comprendre des contributions au Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et au Fonds d'adaptation rendu opérationnel par la conférence sur le changement climatique de Poznan (COP 14 et COP/MOP 4).

Lorsque le Gouvernement détermine l'usage qui est fait des recettes tirées de la mise aux enchères des quotas, il tient compte de la nécessité de continuer à accroître le financement international de la lutte contre le changement climatique dans les pays tiers vulnérables visés à l'alinéa 1^{er}, 12°. ”;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

” § 3. Les actions et projets financés par le Fonds mentionnent les recettes tirées de la mise aux enchères du système européen d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre comme source de financement. ”;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le 4° est abrogé.

Art. 22. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2024, à l'exception :

1° des articles 3, b), et 4, 2°, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026;

2° des articles 13 à 20 qui entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2024;

3° de l'article 21, 1°, qui produit ses effets le 5 juin 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1696 (2023-2024) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204417]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, mit der Absicht, die Richtlinie (EU) 2023/958 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 teilweise umzusetzen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird Folgendes teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie (EU) 2023/959 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Union und des Beschlusses (EU) 2015/1814 über die Einrichtung und Anwendung einer Marktstabilitätsreserve für das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Union;

2° die Richtlinie (EU) 2023/958 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG in Bezug auf den Beitrag des Luftverkehrs zum gesamtwirtschaftlichen Emissionsreduktionsziel der Union und die angemessene Umsetzung eines globalen marktbasierten Mechanismus.

Art. 2 - Artikel 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020 wird durch Folgendes ersetzt: "Artikel 1 - Das vorliegende Dekret gilt für die von der Regierung festgelegten Tätigkeiten sowie für die in Anhang 1 aufgeführten Treibhausgase und setzt die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, im Folgenden als Richtlinie 2003/87/EG bezeichnet, teilweise um. "

Art. 3 - Artikel 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird wie folgt abgeändert:

a) die durch das Dekret vom 23. Januar 2020 aufgehobene Ziffer 4 wird in der folgenden Fassung wieder aufgenommen:

"4° Emissionen: die Freisetzung von Treibhausgasen aus Quellen in einer Anlage oder die Freisetzung aus einem Luftfahrzeug, das eine von der Regierung festgelegte Luftverkehrstätigkeit ausübt;"

b) Ziffer 25 wird aufgehoben;

c) Dieser Artikel wird durch die Ziffern 26 und 27 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"26° Nicht-CO₂ -Effekte aus dem Luftverkehr: die Klimaauswirkungen der Freisetzung von Stickoxiden, Rußpartikeln und oxidierten Schwefelverbindungen bei der Verbrennung von Treibstoff sowie die Auswirkungen von Wasserdampf und Kondensstreifen, die von einem Luftfahrzeug ausgehen, das eine von der Regierung festgelegte Luftverkehrstätigkeit durchführt;

27° CORSIA: das von der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation beschlossene System zum Ausgleich und zur Reduzierung des Kohlenstoffausstoßes für die internationale Luftfahrt. "

Art. 4 - Artikel 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ergänzt: "Für den Zeitraum, der am 1. Januar 2026 beginnt, legt die Regierung das Verzeichnis spätestens am 30. September 2024 vor. ";

2° Paragraph 3 wird aufgehoben.

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 3/1 - Die Menge der kostenfrei zugeteilten Zertifikate wird für die Anlage um zwanzig Prozent reduziert:

1° die von der Verpflichtung zur Durchführung eines Energieaudits oder zur Umsetzung eines zertifizierten Energiemanagementsystems gemäß Artikel 11 ff. des Dekrets vom 9. Dezember 1993 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 betroffen ist, und

2° in der die Empfehlungen des Auditberichts oder des zertifizierten Energiemanagementsystems nicht umgesetzt werden.

Abweichend von Absatz 1 wird die Menge der kostenfrei zugeteilten Zertifikate nicht verringert, wenn:

1° der Betreiber nachweist, dass er andere Maßnahmen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen umgesetzt hat, die den im Auditbericht oder im zertifizierten Energiemanagementsystem für die betreffende Anlage empfohlenen Maßnahmen gleichwertig sind, oder

2° die Abschreibungsfrist für die entsprechenden Investitionen mehr als drei Jahre beträgt oder

3° die Kosten der entsprechenden Investitionen unverhältnismäßig hoch sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter "Dekret vom 9. Dezember 1993" das Dekret vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien und unter "Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016" der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien zu verstehen.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten kann die Regierung die Modalitäten für die Umsetzung des vorliegenden Artikels festlegen. "

Art. 6 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 3/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 3/2 - Die Menge der kostenfrei zugeteilten Zertifikate wird für die Anlagen um zwanzig Prozent reduziert:

1° deren Treibhausgasemissionenwerte den 80-Perzentilwert der Emissionen für die Benchmarks der betreffenden Produkte übertreffen und

2° für die die Betreiber bis zum 1. Mai 2024 keinen Plan zur Klimaneutralität erstellt haben.

Der Klimaneutralitätsplan steht im Einklang mit dem Ziel der Klimaneutralität gemäß Artikel 2 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1119 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Juni 2021 zur Schaffung des Rahmens für die Verwirklichung der Klimaneutralität und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 401/2009 und (EU) 2018/1999 und enthält:

1° Maßnahmen und Investitionen zur Erreichung der Klimaneutralität bis 2050 auf Ebene der Anlage oder des Unternehmens, unter Ausschluss der Verwendung von CO₂-Ausgleichszertifikaten,

2° Zwischenziele und Etappenziele, um bis zum 31. Dezember 2025 und danach bis zum 31. Dezember jedes fünften Jahres die Fortschritte bei der Verwirklichung der Klimaneutralität gemäß Ziffer 1 zu messen,

3° eine Schätzung der Auswirkungen jeder der unter Ziffer 1 genannten Maßnahmen und Investitionen in Bezug auf die Verringerung der Treibhausgasemissionen.

Das Erreichen der in Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zielvorgaben und Etappenziele muss in Bezug auf den Zeitraum bis zum 31. Dezember 2025 und danach in Bezug auf den Zeitraum bis zum 31. Dezember jedes fünften Jahres im Einklang mit den in Artikel 10 § 1 Absatz 2 erwähnten Bestimmungen bereitgestellten Verfahren zur Prüfung und Akkreditierung überprüft werden.

Über achtzig Prozent hinaus werden keine kostenlosen Zertifikate zugeteilt, wenn das Erreichen der Zwischenziele und Etappenziele für den Zeitraum bis Ende 2025 oder für den Zeitraum von 2026 bis 2030 nicht überprüft wurde.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten kann die Regierung die Modalitäten für die Umsetzung des vorliegenden Artikels festlegen. "

Art. 7 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 3/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 3/3 - Anlagen in Sektoren oder Teilssektoren werden keine kostenlosen Zertifikate zugeteilt, soweit sie unter andere Maßnahmen zur Bekämpfung des Risikos der Verlagerung von CO₂-Emissionen gemäß der Verordnung (EU) 2023/956 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Schaffung eines CO₂-Grenzausgleichssystems, im Folgenden als Verordnung (EU) 2023/956 bezeichnet, fallen.

Vorbehaltlich der Anwendung der Verordnung (EU) 2023/956 werden für die Herstellung der in Anhang I der genannten Verordnung aufgeführten Waren keine Zertifikate kostenlos zugeteilt.

Abweichend von Absatz 2 werden in den ersten Jahren der Anwendung der Verordnung (EU) 2023/956 für die Herstellung der in Anhang I der genannten Verordnung aufgeführten Waren geringere Mengen von Zertifikaten kostenlos zugeteilt. Es wird ein Faktor angewandt, mit dem die kostenlose Zuteilung für die Herstellung dieser Waren gekürzt wird (CBAM-Faktor). Der CBAM-Faktor liegt während des Zeitraums zwischen dem Inkrafttreten der genannten Verordnung und dem Ende des Jahres 2025 bei 100

und, vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 36 Absatz 2 Buchstabe b der genannten Verordnung 97,5

im Jahr 2026, 95

im Jahr 2027, 90

im Jahr 2028, 77,5

im Jahr 2029, 51,5

im Jahr 2030, 39

im Jahr 2031, 26,5

im Jahr 2032 und 14

im Jahr 2033. Ab 2034 kommt kein CBAM-Faktor zur Anwendung. "

Art. 8 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Dekrets, das durch das Dekret vom 23. Januar 2020 ersetzt wurde, wird die Wortfolge „, außer wenn der Betreiber für diese Anlage den Nachweis erbringt, dass die Produktion binnen einer genauen und angemessenen Frist wieder aufgenommen wird“ aufgehoben.

Art. 9 - In der französischen Fassung von Artikel 6 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird das Wort „restitué“ durch das Wort „rend“ ersetzt.

Art. 10 - Artikel 10/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort „April“ wird durch das Wort „September“ ersetzt;

b) in der französischen Fassung wird das Wort „écoulée“ durch „précédente“ ersetzt.

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen den 2. und 3. Absatz eingefügt:

„Für Treibhausgasemissionen, die als abgeschieden und derart dauerhaft in einem Produkt chemisch gebunden angesehen werden, dass sie bei normalem Gebrauch und/oder während der Entsorgungsphase des Produkts, einschließlich normaler Tätigkeiten nach dem Ende der Lebensdauer des Erzeugnisses, nicht in die Atmosphäre gelangen, entsteht keine Verpflichtung zur Abgabe von Zertifikaten.“

Art. 11 - In Artikel 12 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort „April“ durch das Wort „September“ ersetzt ;

2° in Paragraph 3 wird das Wort „Mai“ durch das Wort „Oktober“ ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 12bis desselben Dekrets, wieder aufgenommen durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird das Wort „restitué“ durch das Wort „rend“ ersetzt;

- in der französischen Fassung wird das Wort „restitué“ durch das Wort „rend“ ersetzt;

b) In der französischen Fassung von Absatz 2 wird das Wort „restitués“ durch das Wort „rendus“ ersetzt;

2° in der französischen Fassung von Paragraph 2 wird in der französischen Fassung das Wort „restituer“ durch das Wort „rendre“ ersetzt.

Art. 13 - Artikel 12/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird durch Folgendes ersetzt: „Art. 12/2 - § 1. Jeder Luftfahrzeugbetreiber legt der Wallonischen Luft- und Klimaagentur einen Überwachungsplan für die Emissionen des von ihm betriebenen Luftfahrzeugs zur Genehmigung vor. Er überwacht und berichtet der Agentur nach Ablauf des betreffenden Jahres über die in jedem Kalenderjahr entstandenen Emissionen gemäß den von der Europäischen Kommission nach der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakten.

Spätestens am von der Regierung festgelegten Datum entsendet der Luftfahrzeugbetreiber seinen Bericht, der durch eine gemäß der von der Europäischen Kommission verabschiedeten Verordnung „Prüfung“ akkreditierte Prüfstelle überprüft worden ist.

Wird bis zum 31. März kein von der Prüfstelle als zufriedenstellend anerkannter Bericht übermittelt, teilt die Wallonische Luft- und Klimaagentur dem Luftfahrzeugbetreiber, der Regierung und der für die Führung des Registers der Zertifikatsregister zuständigen Person unverzüglich mit, dass der Luftfahrzeugbetreiber keine Zertifikate abgeben darf, und zwar so lange, wie ein Bericht des Luftfahrzeugbetreibers nicht als zufriedenstellend geprüft wurde.

§ 2. Ab dem 1. Januar 2025 überwacht jeder Luftfahrzeugbetreiber die Nicht-CO₂-Effekte jedes von ihm betriebenen Luftfahrzeugs in jedem Kalenderjahr und meldet sie der Wallonischen Luft- und Klimaagentur nach dem Ende jedes betreffenden Jahres gemäß den von der Europäischen Kommission nach der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakten.

§ 3. Ein Luftfahrzeugbetreiber kann unter bestimmten Umständen, in denen er auf einer sehr begrenzten Zahl von Flugplatzpaaren oder in einer sehr begrenzten Zahl von Staatenpaaren tätig ist, die Kompensationspflichten unterliegen, oder auf einer sehr begrenzten Zahl von Staatenpaaren, für die keine Kompensationspflichten gelten, bei der der Wallonischen Luft- und Klimaagentur beantragen, dass die Daten, die von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 14 § 6 der Richtlinie 2003/87/EG veröffentlicht werden, nicht auf der Ebene des Luftfahrzeugbetreibers veröffentlicht, wobei zu erläutern ist, warum die Offenlegung dem geschäftlichen Interesse des Luftfahrzeugbetreibers schaden würde.

Auf der Grundlage dieses Antrags kann die Wallonische Luft- und Klimaagentur bei der Europäischen Kommission beantragen, diese Daten auf einer höheren Aggregationsebene zu veröffentlichen. Über derartige Anträge befindet die Europäische Kommission.

§ 4. Die Regierung kann im Rahmen der von der Europäischen Kommission gemäß der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Rechtsakte die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels in Bezug auf die Regeln für die Überwachung und Berichterstattung über Luftfahrzeugemissionen und Nicht-CO₂-Effekte der Luftfahrt festlegen.“

Art. 14 - Artikel 12/2/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016, wird durch Folgendes ersetzt: „Art. 12/2/2 - Die Regierung teilt den Flugzeugbetreibern kostenlos Zertifikate zu. Die Zertifikate werden im Verhältnis zu ihrem Anteil an den überprüften Emissionen aus den für 2023 berichteten Flugaktivitäten zugeteilt. Bei dieser Berechnung werden auch die geprüften Emissionen aus Luftverkehrstätigkeiten berücksichtigt, die für Flüge berichtet werden, die erst ab dem 1. Januar 2024 unter das EU-Emissionshandelssystem fallen.

Die Regierung vergibt die Zertifikate, die für 2024 und 2025 kostenlos zugeteilt werden, bis zum 30. Juni des jeweiligen Jahres.“

Art. 15 - Artikel 12/2/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016, wird durch Folgendes ersetzt: „Art. 12/2/2 - Die Regierung teilt Zertifikate aus der in Artikel 3c § 6 der Richtlinie 2003/87/EG vorgesehenen Reserve zu, um die Preisdifferenz zwischen der Verwendung von fossilem Kerosin und der Verwendung von zulässigen Flugkraftstoffen ganz oder teilweise auszugleichen, wobei die Anreize, die sich aus dem CO₂-Preis und den harmonisierten Mindeststeuerbeträgen für fossile Kraftstoffe ergeben, berücksichtigt werden.“

Gewerbliche Luftfahrzeugbetreiber können jährlich eine Zuteilung von Zertifikaten auf der Grundlage der Menge der zulässigen Flugkraftstoffe beantragen, die auf Unterschallflügen verwendet werden, für die zwischen dem 1. Januar 2024 und dem 31. Dezember 2030 Zertifikate gemäß Artikel 12/2/3 § 1 abzugeben sind, ausgenommen Flüge, für die diese Anforderung gemäß Artikel 12/5, § 1 als erfüllt gilt.

Ist die Nachfrage nach Zertifikaten für die Verwendung dieser Kraftstoffe in einem bestimmten Jahr höher als die Verfügbarkeit von Zertifikaten, so wird die Menge der Zertifikate für alle von der Zuteilung betroffenen Luftfahrzeugbetreiber einheitlich für das besagte Jahr verringert.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte kann die Regierung die Modalitäten für die Umsetzung des vorliegenden Artikels festlegen. "

Art. 16 - Artikel 12/2/3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016, wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 12/2/3 -

§ 1. Jeder Luftfahrzeugbetreiber gibt bis zum 30. September jedes Jahres eine Anzahl von Zertifikaten ab, die seinen Gesamtemissionen im vorangegangenen Kalenderjahr entspricht, wie sie durch eine gemäß der von der Europäischen Kommission verabschiedeten Verordnung "Prüfung" akkreditierte Prüfstelle überprüft worden sind.

§ 2. Für die Anwendung des CORSIA berechnet die Regierung jedes Jahr gemäß dem von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 25a Absatz 3 der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakt die Kompensationspflichten für das vorangegangene Kalenderjahr. Er informiert die Luftfahrzeugbetreiber bis zum 30. November eines jeden Jahres über diese Pflichten.

Die Regierung berechnet außerdem in Übereinstimmung mit dem von der Europäischen Kommission verabschiedeten Durchführungsrechtsakt die gesamten endgültigen Kompensationspflichten für einen bestimmten CORSIA-Compliance-Zeitraum. Er unterrichtet die Luftfahrzeugbetreiber, die die von ihm festgelegten Bedingungen erfüllen, bis zum 30. November des Jahres, das auf das letzte Jahr des betreffenden CORSIA-Compliance-Zeitraums folgt, über diese Pflichten.

§ 3. Luftfahrzeugbetreiber, die Inhaber eines von Belgien ausgestellten Luftverkehrsbetreiberzeugnisses sind oder in Belgien registriert sind, löschen die in Artikel 11a der Richtlinie 2003/87/EG genannten Einheiten nur für die gemäß Paragraf 2 gemeldete Menge für den betreffenden CORSIA-Compliance-Zeitraum.

Die Löschung erfolgt für die Emissionen im Zeitraum 2021 bis 2023 bis zum 31. Januar 2025 und für die Emissionen im Zeitraum 2024 bis 2026 bis zum 31. Januar 2028.

§ 4. Abweichend von Paragraf 1 sind Luftfahrzeugbetreiber nicht verpflichtet, Zertifikate für Emissionen abzugeben:

1° die bis zum 31. Dezember 2026 bei Flügen in oder aus Staaten, die in dem nach Artikel 25a Absatz 3 der Richtlinie 2003/87/EG von der Europäischen Kommission erlassenen Durchführungsrechtsakt aufgeführt sind, entstehen;

2° die bis zum 31. Dezember 2026 bei Flügen zwischen dem EWR und Staaten entstehen, die nicht in dem nach Artikel 25a Absatz 3 der Richtlinie 2003/87/EG von der Europäischen Kommission erlassenen Durchführungsrechtsakt aufgeführt sind, ausgenommen Flüge in die Schweiz und das Vereinigte Königreich;

3° aus Flügen in die und aus den am wenigsten entwickelten Ländern und kleinen Inselentwicklungsstaaten im Sinne der Definition der Vereinten Nationen, mit Ausnahme derjenigen, die in dem nach Artikel 25a Absatz 3 der Richtlinie 2003/87/EG von der Europäischen Kommission erlassenen Durchführungsrechtsakt aufgeführt sind, und Staaten, deren Pro-Kopf-BIP dem Unionsdurchschnitt entspricht oder diesen übersteigt. "

Art. 17 - In Artikel 12/2/4 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016, wird die Wortfolge "Artikel 11 ist" durch die Wortfolge "Artikel 10/1 Absätze 4 und 5 und Artikel 11 sind" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 12/3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Oktober 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "gemäß Artikel 14, § 1, des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. September 2013" durch die Wortfolge "innerhalb der durch die Regierung festgelegten Frist" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"Artikel 12 ist anwendbar auf jeden Luftfahrzeugbetreiber, der nicht spätestens bis zum 30. September eines jeden Jahres eine ausreichende Anzahl von Zertifikaten zur Abdeckung seiner Emissionen des Vorjahres abgibt. ";

3° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 19 - In dasselbe Dekret wird anstelle des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes für nichtig erklärten Artikels 12/4 ein Artikel 12/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 12/4 - Abweichend von Artikel 12/2 § 1, 12/2/3 § 1 und 12/3 Absatz 2 gelten die in diesen Bestimmungen festgelegten Anforderungen als erfüllt betrachtet und werden gegenüber Luftfahrzeugbetreibern keine Maßnahmen ergriffen in Bezug auf Emissionen, die bis zum 31. Dezember 2030 bei Flügen zwischen einem Flugplatz in einem Gebiet in äußerster Randlage eines Mitgliedstaats und einem Flugplatz in demselben Mitgliedstaat, einschließlich eines anderen Flugplatzes in demselben Gebiet in äußerster Randlage oder in einem anderen Gebiet in äußerster Randlage desselben Mitgliedstaats, entstehen. "

Art. 20 - In dasselbe Dekret wird anstelle des durch das Urteil 76/2012 des Verfassungsgerichtshofes für nichtig erklärten Artikels 12/5 ein Artikel 12/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 12/5 - § 1. Abweichend von Artikel 12/2 § 1, 12/2/3 § 1 und 12/3 Absatz 2 gelten die in diesen Bestimmungen festgelegten Anforderungen als erfüllt, und es werden keine Maßnahmen gegen Luftfahrzeugbetreiber ergriffen in Bezug auf:

1° alle Emissionen von Flügen zu und von Flugplätzen in Staaten außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums, mit Ausnahme von Flügen zu Flugplätzen im Vereinigten Königreich oder in der Schweiz, für jedes Kalenderjahr vom 1^{er} Januar 2021 bis zum 31. Dezember 2026, vorbehaltlich der Überprüfung gemäß Artikel 28b der Richtlinie 2003/87/EG;

2° alle Emissionen aus Flügen zwischen einem Flugplatz in einem Gebiet in äußerster Randlage im Sinne des Artikels 349 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und einem Flugplatz in einem anderen Gebiet des EWR in jedem Kalenderjahr ab dem 1. Januar 2013 bis zum 31. Dezember 2023, vorbehaltlich der Überprüfung gemäß Artikel 28b der Richtlinie 2003/87/EG.

Für die Zwecke von Artikel 11a der Richtlinie 2003/87/EG und der Artikel 12/2/3 § 1 und 12/2 § 1 gelten geprüfte Emissionen aus anderen als den in Absatz 1 genannten Flügen als geprüfte Emissionen des Luftfahrzeugbetreibers.

§ 2. Abweichend von Artikel 12/2 § 1 übermitteln Luftfahrzeugbetreiber für Flüge, die unter die Ausnahmen nach Paragraph 1 fallen, keine Überwachungspläne, in denen Maßnahmen zur Überwachung und Berichterstattung hinsichtlich Emissionen.

§ 3. Abweichend von Artikel 12/2 § 1, 12/2/3 § 1 und 18a der Richtlinie 2003/87/EG gilt, dass wenn die jährlichen Gesamtemissionen eines Luftfahrzeugbetreibers weniger als fünfundzwanzigtausend Tonnen CO₂ betragen, oder wenn die jährlichen Gesamtemissionen eines Luftfahrzeugbetreibers aus nicht in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Flügen weniger als dreitausend Tonnen CO₂ betragen, so werden seine Emissionen als geprüfte Emissionen erachtet, wenn sie mit dem Instrument für Kleinemittenten ermittelt wurden, das gemäß der Verordnung (EU) Nr. 606/2010 der Kommission zulässig ist und von Eurocontrol mit Daten aus seiner Unterstützungseinrichtung für das Emissionshandelssystem aufgefüllt wurde.

Die Regierung darf auf nichtgewerbliche Luftfahrzeugbetreiber vereinfachte Verfahren anwenden, solange solche Verfahren nicht weniger genau als das Instrument für Kleinemittenten sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter Verordnung (EU) Nr. 606/2010 die Verordnung (EU) Nr. 606/2010 der Kommission vom 9. Juli 2010 zur Genehmigung eines von der Europäischen Organisation für Flugsicherung (Eurocontrol) entwickelten vereinfachten Instruments zur Schätzung des Treibstoffverbrauchs bestimmter Luftfahrzeugbetreiber, die Kleinemittenten sind, zu verstehen.

§ 4. Für Länder, mit denen ein Abkommen gemäß Artikel 25 oder 25a geschlossen wurde, gilt Paragraph 1 lediglich im Einklang mit den Bedingungen dieses Abkommens. "

Art. 21 - Artikel 13 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Die Einnahmen des Fonds werden zur Erfüllung folgender Aufgaben verwendet:

1° Reduzierung von Treibhausgasemissionen, die Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels und Finanzierung von Forschung und Entwicklung sowie von Demonstrationsprojekten auf den Gebieten der Emissionsminderung und der Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels, einschließlich der Beteiligung an Initiativen im Rahmen des Europäischen Strategieplans für Energietechnologie und der Europäischen Technologieplattformen;

2° Entwicklung erneuerbarer Energien und von Netzen für die Stromübertragung, um die Ziele für erneuerbare Energien und für Vernetzung zu erfüllen, sowie Entwicklung anderer Technologien, die zum Übergang auf eine sichere und nachhaltige kohlenstoffarme Wirtschaft mit geringem CO₂-Ausstoß beitragen, und Beitrag zum Ziel, die Energieeffizienz zu steigern, einschließlich der Stromerzeugung von Eigenversorgern im Bereich erneuerbare Elektrizität und Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften;

3° Maßnahmen zur Verhinderung des Abholzens von Wäldern, zur Unterstützung des Schutzes und der Wiederherstellung von Torfland, Wäldern und anderen Ökosystemen, zur Förderung der Aufforstung und Wiederaufforstung, die der biologischen Vielfalt förderlich sind, auch in den Entwicklungsländern, die das Übereinkommen von Paris ratifiziert haben, und Maßnahmen des Technologietransfers und zur Erleichterung der Anpassung dieser Länder an die negativen Auswirkungen des Klimawandels;

4° Kohlenstoffspeicherung durch Forstwirtschaft und im Boden;

5° umweltverträgliche Abscheidung und geologische Speicherung von CO₂, insbesondere in verschiedenen industriellen Sektoren und Teilspektoren, einschließlich in Drittstaaten, sowie innovative technologische Verfahren zur Entnahme von Kohlendioxid, wie CO₂-Gewinnung aus der Luft und Speicherung;

6° Investitionen in und Beschleunigung des Übergangs zu Verkehrsträgern, die erheblich zur Dekarbonisierung des Sektors beitragen, einschließlich der Entwicklung eines klimafreundlichen Personen- und Güterverkehrs auf der Schiene sowie von Busdiensten und -technologien, Maßnahmen zur Dekarbonisierung des Seeverkehrssektors, einschließlich der Verbesserung der Energieeffizienz von Schiffen, Häfen, innovativen Technologien und entsprechender Infrastruktur, sowie nachhaltiger alternativer Kraftstoffe wie Wasserstoff und Ammoniak, die aus erneuerbaren Quellen hergestellt werden, sowie emissionsfreie Antriebstechnologien, und die Finanzierung von Maßnahmen zur Unterstützung der Dekarbonisierung von Flughäfen im Einklang mit einer Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe; und zur Aufhebung der Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates und einer Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates zur Gewährleistung gleicher Wettbewerbsbedingungen für einen nachhaltigen Luftverkehr;

7° Finanzierung der Erforschung und Entwicklung energieeffizienter und sauberer Technologien in Sektoren, die unter dieses Dekret fallen;

8° Maßnahmen zur Verbesserung von Energieeffizienz, Fernwärmenetzen und Wärmedämmung, zur Unterstützung einer effizienten und aus erneuerbaren Energiequellen erzeugten Wärme- und Kälteversorgung oder zur Unterstützung der umfassenden und der umfassenden abgestuften Gebäuderenovierung, beginnend mit der Renovierung der Gebäude mit der schlechtesten Energieeffizienz;

9° finanzielle Unterstützung, um soziale Aspekte in Haushalten mit niedrigem und mittlerem Einkommen anzugehen, unter anderem durch die Senkung verzerrend wirkenden Steuern und durch gezielte Ermäßigungen von Abgaben und Gebühren für aus erneuerbaren Energiequellen gewonnenen Strom;

10° Finanzierung der nationalen Klimadividendensysteme mit nachgewiesenen positiven Umweltauswirkungen;

11° die Deckung der Kosten, die mit der Verwaltung des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten verbunden sind;

12° Finanzierung von Klimaschutzmaßnahmen in gefährdeten Drittländern, einschließlich der Anpassung an die Folgen des Klimawandels;

13° Förderung der Umschulung und die Umstrukturierung des Arbeitsmarktes von Arbeitskräften, um insbesondere in den von der Verlagerung von Arbeitsplätzen am stärksten betroffenen Regionen zu einem fairen Übergang zu einer klimaneutralen Wirtschaft in enger Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern beizutragen und in die Weiterbildung und Umschulung von potenziell von dem Übergang betroffenen Arbeitnehmern;

14° Bekämpfung des Restrisikos der Verlagerung von CO₂-Emissionen in den unter Anhang I der Verordnung (EU) 2023/956 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Schaffung eines CO₂-Grenzausgleichssystems fallenden Wirtschaftszweigen zur Unterstützung des Übergangs und zur Förderung der Dekarbonisierung dieser Branchen im Einklang mit den Vorschriften über staatliche Beihilfen;

15° financiële Maßnahmen zugunsten der von diesem Dekret erfassten Sektoren oder Teilsektoren, die aufgrund der erheblichen indirekten Kosten, die ihnen aufgrund der Weitergabe der Kosten von Treibhausgasemissionen an die Strompreise tatsächlich entstehen, einem realen Risiko der Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzt sind, unter Einhaltung der Vorschriften für staatliche Beihilfen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 können die Maßnahmen Beiträge zum Globalen Dachfonds für Energieeffizienz und erneuerbare Energien und zum Anpassungsfonds, der durch die Klimakonferenz von Poznan (COP 14 und COP/MOP 4) operationalisiert wurde, umfassen.

Wenn die Regierung bestimmt, wie die Einkünfte aus der Versteigerung von Zertifikaten verwendet werden, berücksichtigt sie die Notwendigkeit, die internationale Finanzierung des Kampfes gegen den Klimawandel in den in Absatz 1 Ziffer 12 genannten gefährdeten Drittländern weiter zu erhöhen. ”;

2° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 3. In den aus dem Fonds finanzierten Maßnahmen und Projekten werden die Einnahmen aus der Versteigerung des Europäischen Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten als Finanzierungsquelle genannt. ”;

3° in Paragraf 4 Absatz 2 wird Ziffer 4 gestrichen.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam mit Ausnahme:

1° der Artikel 3 *b*) und 4 Ziffer 2, die am 1. Januar 2026 in Kraft treten;

2° der Artikel 13 und 20, die am 1. Dezember 2024 in Kraft treten;

3° des Artikels 21 Ziffer 1, der am 5. Juni 2023 wirksam wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1696 (2023-2024) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204417]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, om richtlijnen (EU) 2023/959 en 2023/958 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 gedeeltelijk om te zetten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet strekt tot de gedeeltelijke omzetting van:

1° Richtlijn (EU) 2023/959 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een systeem voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Unie en Besluit (EU) 2015/1814 betreffende de instelling en de werking van een marktstabiliteitsreserve voor de EU-regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

2° Richtlijn (EU) 2023/958 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG wat betreft de bijdrage van de luchtvaart aan de emissiereductiedoelstelling van de Unie voor de hele economie en de passende toepassing van een wereldwijde marktgebaseerde maatregel.

Art. 2. Artikel 1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, wordt vervangen door hetgeen volgt: "Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de door de Regering bepaalde activiteiten en op de broeikasgassen opgesomd in bijlage 1 en vormt een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, hierna Richtlijn 2003/87/EG genoemd. "

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 4°, opgeheven bij het decreet van 23 januari 2020, wordt hersteld in volgende lezing:

"4° emissies: emissie van broeikasgassen door in een installatie aanwezige bronnen of de emissie door een vliegtuig dat een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit uitvoert;"

b) punt 25° wordt opgeheven;

c) het artikel wordt aangevuld met de punten 26° en 27°, luidend als volgt:

"26° de niet-CO2 effecten van de luchtvaart: de effecten op het klimaat van het vrijkomen, bij de verbranding van brandstof, van stikstofoxiden (NOx), roetdeeltjes, geoxideerde zwavelsorten en effecten van waterdamp, met inbegrip van contrails, uit een vliegtuig dat een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit uitvoert;

27° CORSIA: de regeling voor koolstofcompensatie en -reductie voor de internationale luchtvaart zoals besloten door de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie. "

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt: "Voor de periode die begint op 1 januari 2026 legt de Regering de lijst uiterlijk op 30 september 2024 voor. ";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 3/1. De hoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten wordt met twintig procent verminderd voor de installatie:

1° waarop de verplichting rust om een energieaudit uit te voeren of een gecertificeerd energiebeheersysteem in te voeren overeenkomstig de artikelen 11 en volgende van het decreet van 9 december 1993 en het besluit van de Waalse regering van 8 september 2016 en;

2° waarin de aanbevelingen van het auditverslag of het gecertificeerde energiebeheersysteem niet worden uitgevoerd.

In afwijking van lid 1 wordt de hoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten niet verlaagd indien:

1° de exploitant aantoont dat hij andere maatregelen ter vermindering van de broeikasgasemissies heeft genomen die gelijkwaardig zijn aan de maatregelen die worden aanbevolen in het auditverslag of in het gecertificeerde energiebeheersysteem voor de betrokken installatie of;

2° de afschrijvingsperiode voor de overeenstemmende investeringen meer dan drie jaar bedraagt of;

3° de kosten van de overeenkomstige investering onevenredig zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder "decreet van 9 december 1993", het decreet van 9 december 1993 ter bevordering van het rationeel gebruik en onder "besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016", het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen de modaliteiten van toepassing van dit artikel vaststellen. "

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 3/2. De hoeveelheid kosteloos toegewezen emissierechten wordt met twintig procent verminderd voor de installaties:

1° waarvan de broeikasgasemissieniveaus hoger liggen dan het tachtigste percentiel van de emissieniveaus voor de betrokken productnormen en;

2° waarvoor de exploitanten op 1 mei 2024 nog geen klimaatneutraliteitsplan hebben opgesteld.

Het klimaatneutraliteitsplan is in overeenstemming met de klimaatneutraliteitsdoelstelling van artikel 2, § 1^{er}, van Verordening (EU) 2021/1119 van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 2021 tot vaststelling van het kader om klimaatneutraliteit te bereiken en tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 401/2009 en (EU) 2018/1999 en definieert:

1° maatregelen en investeringen gericht op het bereiken van klimaatneutraliteit tegen 2050 op het niveau van de vestiging, exclusief het gebruik van koolstofcompensatiekredieten;

2° streefwaarden en tussentijdse mijlpalen die het mogelijk maken om uiterlijk op 31 december 2025 en vervolgens op 31 december van elk vijfde jaar de vooruitgang te meten die is geboekt bij het bereiken van klimaatneutraliteit overeenkomstig 1°;

3° een raming van de impact van elk van de maatregelen en investeringen bedoeld in 1° op de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen.

Het bereiken van de streefwaarden en mijlpalen, vermeld in het tweede lid, 2°, wordt geverifieerd voor de periode tot en met 31 december 2025 en vervolgens voor elke periode tot en met 31 december van elk vijfde jaar, overeenkomstig de verificatie- en accreditatieprocedures die zijn vastgelegd in de verordening bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid.

Er worden geen emissierechten kosteloos toegewezen boven tachtig procent als de streefwaarden en tussentijdse mijlpalen niet zijn geverifieerd voor de periode tot eind 2025 of voor de periode van 2026 tot 2030.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen de modaliteiten van toepassing van dit artikel vaststellen. "

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt een artikel 3/3 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 3/3. Installaties in bepaalde sectoren of deeltakken krijgen geen kosteloze toewijzing van emissierechten als zij vallen onder andere maatregelen ter bestrijding van het risico van koolstoflekkage die zijn vastgesteld bij Verordening (EU) 2023/956 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot instelling van een mechanisme voor koolstofgrenscorrectie, hierna "Verordening (EU) 2023/956" genoemd.

Onverminderd de toepassing van Verordening (EU) 2023/956 wordt er geen gratis toewijzing gegeven voor de vervaardiging van de goederen die zijn opgenomen in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 2023/956.

In afwijking van lid 2 worden in de eerste jaren waarin Verordening (EU) nr. 2023/956 van toepassing is, kosteloos emissierechten in verminderde hoeveelheden toegewezen voor de productie van de in bijlage I bij die verordening vermelde goederen. Op de kosteloze toewijzing van emissierechten voor de productie van deze goederen wordt een reductiefactor toegepast, de zogenaamde MACF-factor. De MACF-factor is gelijk aan honderd procent voor de periode tussen de inwerkingtreding van deze verordening en het einde van 2025 en is, behoudens de toepassing van de bepalingen van artikel 36, § 3, b), van die Verordening, gelijk aan 97,5 procent in 2026, 95 procent in 2027, 90 procent in 2028, 77,5 procent in 2029, 51,5 procent in 2030, 39 procent in 2031, 26,5 procent in 2032 en 14 procent in 2033. Vanaf 2034 is de MACF-factor niet van toepassing. "

Art. 8. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 23 januari 2020, worden de woorden "tenzij de exploitant haar het bewijs levert dat de productie voor die installatie binnen een bepaalde en redelijke termijn is hervat. " opgeheven.

Art. 9. In artikel 6, tweede lid, van de Franse versie van hetzelfde decreet, wordt het woord "restitue" vervangen door het woord "rend".

Art. 10. In artikel 10/1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "april" wordt vervangen door het woord "september";

b) het woord "afgelopen" wordt vervangen door het woord "voorgaand";

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Er ontstaat geen verplichting om emissierechten in te leveren voor broeikasgasemissies die geacht worden op een zodanige wijze te zijn gevangen en gebruikt dat zij permanent chemisch gebonden zijn aan een product, zodat zij niet in de atmosfeer kunnen komen onder normale gebruiksomstandigheden, met inbegrip van elke normale activiteit die plaatsvindt na het einde van de levensduur van het product. "

Art. 11. In artikel 12 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "april" vervangen door het woord "september";

2° in paragraaf 3 wordt het woord "mei" vervangen door het woord "oktober".

Art. 12. In artikel 12*bis* van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 24 oktober 2013 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in de Franse versie wordt het woord "restitue" vervangen door het woord "rend";

- in de Franse versie wordt het woord "restitué" vervangen door het woord "rendu";

b) in het tweede lid van de Franse versie wordt het woord "restitués" vervangen door het woord "rendus";

2° in paragraaf 2 van de Franse versie wordt het woord "restituer" vervangen door het woord "rendre".

Art. 13. Artikel 12/2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, wordt vervangen als volgt: "Art. 12/2. § 1. Elke vliegtuigexploitant dient een monitoringplan voor de emissies die worden geproduceerd door de vliegtuigen die hij exploiteert ter goedkeuring in bij het "Agence wallonne de l'Air et du Climat". Hij bewaakt en rapporteert aan het Agentschap, na het einde van het betreffende jaar, de emissies die gedurende elk kalenderjaar zijn geproduceerd, in overeenstemming met de uitvoeringshandelingen die door de Europese Commissie zijn vastgesteld krachtens Richtlijn 2003/87/EG.

De exploitant verstuurt zijn verslag, die door een geaccrediteerde verificateur geverifieerd wordt overeenkomstig de door de Europese Commissie aangenomen Verordening "verificatie", uiterlijk op de door de Regering bepaalde datum.

Als tegen 31 maart geen door de verificateur als bevredigend erkend verslag is ingediend, stelt het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" de exploitant, de Regering en de persoon die verantwoordelijk is voor het bijhouden van het emissierechtenregister er onmiddellijk van in kennis dat de vliegtuigexploitant geen emissierechten mag overdragen zolang het verslag van de vliegtuigexploitant niet als bevredigend is geverifieerd.

§ 2. Vanaf 1 januari 2025 monitort en rapporteert elke vliegtuigexploitant aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" de niet-CO₂ effecten van elk vliegtuig dat hij exploiteert, gedurende elk kalenderjaar, na het einde van elk betrokken jaar, in overeenstemming met de uitvoeringsbesluiten aangenomen door de Europese Commissie krachtens Richtlijn 2003/87/EG.

§ 3. In specifieke omstandigheden waarin een vliegtuigexploitant actief is op een zeer beperkt aantal luchtvaartterreincombinaties of op een zeer beperkt aantal landencombinaties waarvoor compensatievereisten gelden, of op een zeer beperkt aantal landencombinaties waarvoor geen compensatievereisten gelden, kan die vliegtuigexploitant het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" verzoeken dat de gegevens die krachtens artikel 14, § 6, van Richtlijn 2003/87/EG, door de Europese Commissie worden gepubliceerd, niet op het niveau van de vliegtuigexploitant worden gepubliceerd, waarbij wordt toegelicht waarom openbaarmaking zijn commerciële belangen zou schaden.

Op basis van dat verzoek kan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" de Commissie verzoeken die gegevens op een hoger aggregatieniveau te publiceren. De Commissie beslist over het verzoek.

§ 4. De Regering kan, binnen het kader van de door de Europese Commissie krachtens Richtlijn 2003/87/EG aangenomen handelingen, nadere regels vaststellen voor de toepassing van dit artikel met betrekking tot de regels inzake monitoring en rapportage van vliegtuigemissies en niet-CO₂ effecten van de luchtvaart. ”.

Art. 14. Artikel 12/2/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt: “Art. 12/2/1. De Regering kent gratis emissierechten toe aan vliegtuigexploitanten. De emissierechten worden toegewezen in verhouding tot het aandeel van de geverifieerde emissies van luchtvaartactiviteiten die voor 2023 zijn opgegeven. Deze berekening houdt ook rekening met geverifieerde emissies van luchtvaartactiviteiten die zijn gerapporteerd voor vluchten die pas vanaf 1 januari 2024 onder de regeling voor de handel in emissierechten van de Europese Unie vallen.

De Regering geeft de kosteloos toegewezen emissierechten voor 2024 en 2025 uiterlijk op 30 juni van het betreffende jaar uit. ”.

Art. 15. In artikel 12/2/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht: “Art. 12/2/2. De Regering wijst emissierechten toe uit de reserve bedoeld in artikel 3, lid 6, van Richtlijn 2003/87/EG om het prijsverschil tussen het gebruik van fossiele kerosine en het gebruik van in aanmerking komende vliegtuigbrandstoffen geheel of gedeeltelijk te dekken, rekening houdend met de stimulansen die uitgaan van de koolstofprijs en de geharmoniseerde minimumbelastingniveaus voor fossiele brandstoffen.

Commerciële vliegtuigexploitanten kunnen jaarlijks een toewijzing van emissierechten aanvragen op basis van de hoeveelheid van elke in aanmerking komende vliegtuigbrandstof die wordt gebruikt op subsonische vluchten waarvoor emissierechten moeten worden ingeleverd overeenkomstig artikel 12/2/3, § 1, tussen 1 januari 2024 en 31 december 2030, met uitzondering van vluchten waarvoor aan deze eis wordt geacht te zijn voldaan op grond van artikel 12/5, § 1.

Als voor een bepaald jaar de vraag naar rechten voor het gebruik van deze brandstoffen groter is dan de beschikbare rechten, wordt de hoeveelheid rechten voor alle betrokken vliegtuigexploitanten uniform verlaagd met de toewijzing voor dat jaar.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen de modaliteiten van toepassing van dit artikel vaststellen. ”.

Art. 16. Artikel 12/2/3 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt: “Art. 12/2/3. § 1. Uiterlijk op 30 september van elk jaar moet elke vliegtuigexploitant een aantal emissierechten inleveren dat overeenkomt met zijn totale emissies tijdens het voorgaande kalenderjaar, zoals geverifieerd door een geaccrediteerde verificateur overeenkomstig de door de Europese Commissie aangenomen verificatieverordening.

§ 2. Voor de toepassing van CORSIA berekent de Regering elk jaar, overeenkomstig de uitvoeringshandeling vastgesteld door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 25bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG, de compensatievereisten voor het voorgaande kalenderjaar. Zij informeert de vliegtuigexploitanten uiterlijk op 30 november van elk jaar over deze eisen.

De Regering berekent ook, in overeenstemming met de uitvoeringshandeling die door de Europese Commissie is aangenomen, de definitieve totale compensatievereisten voor een bepaalde CORSIA-nalevingsperiode. Zij informeert de vliegtuigexploitanten die voldoen aan de door haar vastgestelde voorwaarden uiterlijk op 30 november van het jaar volgend op het laatste jaar van de betreffende CORSIA-nalevingsperiode over deze eisen.

§ 3. Vliegtuigexploitanten die houder zijn van een door België afgegeven bewijs luchtvaartexploitant of die in België zijn geregistreerd, annuleren de in artikel 11bis van Richtlijn 2003/87/EG bedoelde eenheden alleen voor de overeenkomstig paragraaf 2 meegedeelde hoeveelheid voor de betreffende CORSIA-nalevingsperiode.

De annulering vindt uiterlijk plaats op 31 januari 2025 voor emissies van 2021 tot 2023 en uiterlijk op 31 januari 2028 voor emissies van 2024 tot 2026.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 hoeven vliegtuigexploitanten geen emissierechten in te leveren :

1° voor emissies tot en met 31 december 2026 van vluchten naar en vanuit landen die zijn opgenomen in de uitvoeringshandeling aangenomen door de Europese Commissie krachtens artikel 25 bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG;

2° voor emissies tot en met 31 december 2026 van vluchten tussen de EER en landen die niet zijn opgenomen in de uitvoeringshandeling aangenomen door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 25 bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG, met uitzondering van vluchten naar Zwitserland en naar het Verenigd Koninkrijk;

3° voor emissies van vluchten naar en vanuit de minst ontwikkelde landen en kleine eilandstaten in ontwikkeling, zoals gedefinieerd door de Verenigde Naties, andere dan die welke zijn opgenomen in de uitvoeringshandeling aangenomen door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 25bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG en andere dan staten waarvan het bruto binnenlands product per inwoner hoger is dan of gelijk is aan het gemiddelde van de Europese Unie. ”.

Art. 17. In artikel 12/2/4 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016, worden de woorden “Artikel 11 is van toepassing” vervangen door de woorden “Artikel 10/1, lid 4 en lid 5, en artikel 11 zijn van toepassing”.

Art. 18. In artikel 12/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013 en gewijzigd bij het decreet van 20 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “in artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 2 september 2013” vervangen door de woorden “door de Regering”;

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

“Artikel 12 is van toepassing op elke vliegtuigexploitant die uiterlijk op 30 september van elk jaar niet voldoende emissierechten heeft ingeleverd om zijn emissies voor het voorgaande jaar te dekken. ”;

3° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt in plaats van artikel 12/4, dat bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof nietig is verklaard, het volgende artikel 12/4 ingevoegd: “Art. 12/4. In afwijking van de artikelen 12/2, § 1, 12/2/3, § 1, en 12/3, lid 2, wordt voldaan aan de eisen van die bepalingen en worden geen maatregelen genomen tegen vliegtuigexploitanten wat betreft emissies tot en met 31 december 2030 van vluchten tussen een luchtvaartterrein in een

ultraperifeer gebied van een lidstaat en een luchtvaartterrein in diezelfde lidstaat, met inbegrip van een ander luchtvaartterrein in hetzelfde ultraperifeer gebied of in een ander ultraperifeer gebied van dezelfde lidstaat. ”.

Art. 20. In hetzelfde decreet wordt in plaats van artikel 12/5, dat bij arrest nr. 76/2012 van het Grondwettelijk Hof nietig is verklaard, het volgende artikel 12/5 ingevoegd: ”Art. 12/5. § 1. In afwijking van de artikelen 12/2, § 1, 12/2/3, § 1^{er}, en 12/3, lid 2, wordt aan de in die bepalingen vermelde eisen geacht te zijn voldaan en wordt geen actie ondernomen tegen vliegtuigexploitanten wat betreft:

1° alle emissies van vluchten naar of van luchtvaartterreinen in landen buiten de EER, met uitzondering van vluchten naar luchtvaartterreinen in het Verenigd Koninkrijk of Zwitserland, in elk kalenderjaar van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2026, onder voorbehoud van de in artikel 28 ter van richtlijn 2003/87/EG bedoelde evaluatie;

2° alle emissies van vluchten tussen een luchtvaartterrein in een ultraperiferie regio in de zin van artikel 349 VWEU en een luchtvaartterrein in een andere regio van de EER in elk kalenderjaar van 1 januari 2013 tot en met 31 december 2023, onder voorbehoud van de in artikel 28 ter van richtlijn 2003/87/EG bedoelde evaluatie.

Voor de toepassing van artikel 11bis van Richtlijn 2003/87/EG en de artikelen 12/2/3, § 1, en 12/2, § 1, moeten de geverifieerde emissies van vluchten andere dan die bedoeld in het eerste lid worden beschouwd als geverifieerde emissies van de vliegtuigexploitant.

§ 2. In afwijking van artikel 12/2, § 1, wordt van vliegtuigexploitanten niet verlangd dat zij monitoringplannen inleveren waarin maatregelen worden uiteengezet om emissies te monitoren en te rapporteren met betrekking tot vluchten die vallen onder de in paragraaf 1 bedoelde afwijkingen.

§ 3. In afwijking van de artikelen 12/2, § 1, 12/2/3, § 1, en 18bis van Richtlijn 2003/87/EG, worden de emissies van een vliegtuigexploitant met totale jaarlijkse emissies van minder dan 25 000 ton CO₂ of van een vliegtuigexploitant met totale jaarlijkse emissies van minder dan 3 000 ton CO₂ van andere vluchten dan die welke in paragraaf 1, 1° en 2°, worden bedoeld, beschouwd als geverifieerde emissies indien die werden vastgesteld met gebruikmaking van het instrument voor kleine emittenten dat bij Verordening (EU) nr. 606/2010 van de Commissie (*5) is goedgekeurd en door Eurocontrol werd voorzien van gegevens uit zijn ETS-ondersteuningsfaciliteit.

De Regering mag voor niet-commerciële vliegtuigexploitanten vereenvoudigde procedures toepassen, op voorwaarde dat dergelijke procedures niet minder nauwkeurig zijn dan het instrument voor kleine emittenten.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder Verordening (EU) nr. 606/2010 verstaan, Verordening (EU) nr. 606/2010 van de Commissie van 9 juli 2010 inzake de goedkeuring van een vereenvoudigd instrument, ontwikkeld door de Europese Organisatie voor de veiligheid van de luchtvaart (Eurocontrol), voor de raming van het brandstofverbruik van bepaalde vliegtuigexploitanten met een geringe emissie.

§ 4. Paragraaf 1 is alleen van toepassing op landen waarmee een overeenkomst als bedoeld in artikel 25 of artikel 25bis van Richtlijn 2003/87/EG is gesloten, overeenkomstig de voorwaarden van die overeenkomst. ”.

Art. 21. In artikel 13 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

” § 2. De ontvangsten van het fonds worden bestemd voor de uitvoering van de volgende opdrachten:

1° de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, de aanpassing aan de gevolgen van de klimaatverandering en de financiering van onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten en demonstratieprojecten met het oog op de vermindering van de uitstoot en de aanpassing aan de klimaatverandering, met inbegrip van deelname aan initiatieven die deel uitmaken van het Europees strategisch plan voor energietechnologie en de Europese technologieplatforms;

2° de ontwikkeling van hernieuwbare energie en netten voor elektriciteitstransmissie om te voldoen aan de doelstelling van de Unie inzake hernieuwbare energie en de streefcijfers van de Unie voor connectiviteit, alsook de ontwikkeling van andere technologieën die bijdragen tot de overgang naar een veilige en duurzame, koolstofarme economie, en het helpen voldoen aan de doelstelling van de Unie om de energie-efficiëntie op te voeren tot de niveaus waartoe is besloten in de toepasselijke wetgevingshandelingen, met inbegrip van de productie van elektriciteit van zelfverbruikers van hernieuwbare energie en hernieuwbare-energiegemeenschappen;

3° maatregelen om ontbossing te voorkomen, de bescherming en het herstel van veengebieden, bossen en andere grondgebaseerde ecosystemen en biodiversiteitsvriendelijke bebossing en herbebossing te doen toenemen, ook in ontwikkelingslanden die de Overeenkomst van Parijs hebben geratificeerd, en maatregelen om technologie over te dragen en de aanpassing aan de negatieve gevolgen van de klimaatverandering in deze landen te vergemakkelijken;

4° bevordering van vastlegging door bosbouw en in de bodem in de Unie;

5° het milieutechnisch veilig afvangen en de geologische opslag van CO₂, met name die welke afkomstig is van een reeks industriële bedrijfstakken en deeltakken, ook in derde landen, en innovatieve technologische methoden voor koolstofverwijdering, zoals het rechtstreeks uit de lucht halen van koolstof, en koolstofopslag;

6° het investeren in en vaart te zetten achter de overgang naar vormen van vervoer die aanzienlijk bijdragen tot het koolstofvrij maken van de sector, met inbegrip van de ontwikkeling van diensten en technologieën op het gebied van klimaatvriendelijk passagiers- en goederenvervoer per spoor en met de bus, maatregelen om het vervoer over water koolstofvrij te maken, met inbegrip van de verbetering van de energie-efficiëntie van schepen, havens, innovatieve technologieën en infrastructuur, en duurzame alternatieve brandstoffen, zoals waterstof en ammoniak die worden geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen, en emissievrije aandrijftechnologieën, alsmede het financieren van maatregelen ter ondersteuning van het koolstofvrij maken van luchthavens overeenkomstig een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen, en tot intrekking van Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad, en een verordening van het Europees Parlement en de Raad inzake het waarborgen van een gelijk speelveld voor duurzaam luchtvervoer;

7° de financiering van onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten inzake energie-efficiëntie en schone technologieën in de sectoren die onder dit decreet vallen;

8° maatregelen die tot doel hebben energie-efficiëntie, systemen voor stadsverwarming en isolatie, efficiënte en hernieuwbare verwarmings- en koelsystemen te ondersteunen of de grondige en gefaseerde grondige renovatie van gebouwen te ondersteunen, te beginnen met de renovatie van de slechtst presterende gebouwen;

9° het verlenen van financiële steun om sociale aspecten in huishoudens met een laag en middeninkomen op te vangen door versturende belastingen te verlagen en gerichte verminderingen van rechten en heffingen in verband met hernieuwbare elektriciteit;

10° de financiering van regelingen voor klimaatdividenden met een beproefd positief milieueffect;

11° de dekking van de administratieve kosten van het beheer van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

12° de financiering van klimaatmaatregelen en de aanpassing aan de gevolgen van de klimaatverandering in kwetsbare derde landen;

13° het bevorderen van de verwerving van vaardigheden en de omscholing van de beroepsbevolking om bij te dragen tot een rechtvaardige overgang naar een klimaatneutrale economie, in nauwe samenwerking met de sociale partners, en het investeren in de omscholing en bijscholing van werknemers die mogelijk getroffen worden door de overgang;

14° maatregelen om elk restrisico van koolstoflekkage weg te nemen in de sectoren die vallen onder bijlage I bij Verordening (EU) nr. 2023/956 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot instelling van een mechanisme voor koolstofgrenscorrectie, om de overgang te ondersteunen en om het koolstofarm maken van die sectoren te bevorderen, met inachtneming van de regels inzake staatssteun;

15° financiële maatregelen ten gunste van de sectoren of deelsectoren die onder dit decreet vallen en die zijn blootgesteld aan een reëel risico van koolstoflekkage vanwege de aanzienlijke indirecte kosten die zij daadwerkelijk maken als gevolg van de doorberekening van de kosten van broeikasgasemissies in de elektriciteitsprijzen, in overeenstemming met de regels inzake staatssteun.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, kunnen de maatregelen bijdragen omvatten aan het Wereldfonds voor energie-efficiëntie en hernieuwbare energie en aan het Aanpassingsfonds dat operationeel is gemaakt door de Klimaatveranderingsconferentie van Poznan (COP 14 en COP/MOP 4).

Wanneer de Regering de bestemming bepaalt van de opbrengst van de veiling van emissierechten, houdt zij rekening met de noodzaak om de internationale financiering voor de bestrijding van de klimaatverandering in de kwetsbare derde landen, bedoeld in het eerste lid, 12°, verder te verhogen. ”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

” § 3. De acties en projecten die door het fonds worden gefinancierd, vermelden de inkomsten uit de veiling van broeikasgasemissierechten als financieringsbron. ”;

3° in paragraaf 4, tweede lid, wordt punt 4° opgeheven.

Art. 22. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2024 met uitzondering van:

1° de artikelen 3, *b*), en 4, 2°, die op 1 januari 2026 in werking treden;

2° de artikelen 13 tot en met 20 die op 1 december 2024 in werking treden;

3° artikel 21 dat uitwerking heeft vanaf 5 juni 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1696 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.